

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 21/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SOCIETE DES DRAGAGES D'ANCENIS

1 rue des carrières
44670 JUIGNE DES MOUTIERS

Références : N1-2022-921-RapportInspection
Code AIOT : 0006301642

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2022 dans l'établissement SOCIETE DRAGAGES D'ANCENIS implanté Le Grand Coiscault 44540 VALLONS-DE-L'ERDRE. L'inspection a été annoncée le 24/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES DRAGAGES D'ANCENIS
- Le Grand Coiscault 44540 VALLONS-DE-L'ERDRE
- Code AIOT : 0006301642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La sablière du Grand Coiscault est exploitée depuis 1997 par la société des Dragages d'Ancenis, filiale du groupe HERVE. Les matériaux bruts (sables pliocènes) sont extraits du plan d'eau d'extraction au moyen d'une drague suceuse. Ils sont ensuite acheminés via une gaine de transfert étanche vers une installation de traitement.

L'autorisation d'exploiter la carrière de sables a été accordée pour une durée de 30 ans. La quantité de matériaux extraits annuellement a été limitée à 250 000 tonnes.

Les zones visitées lors de l'inspection sont : les installations de traitements, le 1er bassin de décantation, la piste longeant le bassin d'extraction (uniquement sur la partie Sud) et le local maintenance.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Les suites de l'inspection précédente du 28/07/2016 ;
- Le suivi de l'exploitation du site (niveaux de production, plans et situation administrative) ;
- Le suivi environnemental de la carrière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la parcelle cadastrale section ZX n°29 a été remise en état en partie et fait l'objet d'une exploitation agricole. L'inspection des installations classées n'a

pas constaté cette remise en état lors de l'inspection. Cette partie du site relève toujours de l'emprise ICPE et devra faire le cas échéant l'objet d'une cessation partielle avec libération de terrains.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Respect bandes de protection : Constat visite du 28/07/2016	Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 4.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Nettoyage du séparateur : Constat visite du 28/07/2016	Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 8.2	/	Sans objet
10	Retombée de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	/	Sans objet
11	Aménagement paysager	Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 4.2	/	Sans objet
12	Clôture	Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 4.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Transmission des plans : Constat visite du 28/07/2016	Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 11	/	Sans objet
3	Propreté de l'établissement : Constat visite du 28/07/2016	Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 5.1	/	Sans objet
4	Etiquetage des produits : Constat visite du 28/07/2016	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 12	/	Sans objet
5	Contrôle des eaux pluviales : Constat visite du 28/07/2016	Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 8.2	/	Sans objet
7	Respect des niveaux de bruits et des émergences	Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 7.4	/	Sans objet
8	Suivi du niveau de la nappe phréatique	Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 8.3.3	/	Sans objet
9	Contrôle des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 10.2	/	Sans objet
13	Production de la carrière	Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

De nouveaux suivis environnementaux doivent être mis en place au niveau des installations de traitement du site compte-tenu des évolutions réglementaires. Les suivis déjà réalisés sur le site ont été impactés par la crise sanitaire des années 2020 et 2021, mais ne montrent pas d'impact du site sur son environnement.

L'insertion paysagère du site doit être complétée par la création de nouvelles haies, en compatibilité avec les conditions de remise en état du site.

Les conditions de sécurisation du site ne sont pas satisfaisantes, en particulier :

- l'absence de clôture à l'Est du bassin d'extraction pour prévenir les intrusions, bien qu'un merlon soit présent ;
- le non-respect de la bande de 20 mètres de protection au Sud et au Nord du bassin d'extraction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect bandes de protection : Constat visite du 28/07/2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 4.2
Thème(s) : Situation administrative, Bandes de protection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitation, la remise en état et le réaménagement s'effectueront d'une manière coordonnée, selon le phasage et les moyens prévus dans le dossier de demande d'autorisation modifié en 2009, en particulier : [...] - l'exploitation sera conduite jusqu'à une profondeur maximum de 20 m soit la cote 26 m NGF et à une distance de 20 m de la limite de l'autorisation. [...]</p>
<p>Constats : Constat du 28/07/2016 : Sur le plan d'exploitation de 2015, il a été constaté que la distance de 20 mètres entre le bord du plan d'extraction et la limite d'autorisation n'est pas respectée dans une zone située au sud du plan d'eau d'extraction. La bande de protection fait environ 10 mètres sur une longueur de 80 mètres.</p> <p>L'exploitant devra remettre en état, dans un délai de deux mois, la zone où la bande de protection n'est pas conforme. Pour cela, des matériaux prélevés dans le plan d'eau d'extraction devront être remis en place. Les éléments justifiant de la remise en état de la zone seront transmis à l'inspection des installations classées à l'issue des travaux.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant devra s'assurer, au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation, que la bande de protection de 20 mètres soit respectée sur tout le pourtour du plan d'eau d'extraction.</p> <p>Réponse exploitant : Courrier du 15/09/2016 : « Nous avons entrepris les travaux de remblaiement au niveau de la zone de 50 mètres qui ne respectait pas tout à fait les 20 mètres par rapport à la limite d'autorisation. Ces travaux devraient être achevés avant le 30/09/2016. Nous vous ferons parvenir le relevé géomètre qui attestera de la réalisation de ces travaux. »</p> <p>Constat du 06/09/2022 : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis les plans d'exploitation au format numérique depuis 2016. Lors de l'inspection, un exemplaire papier de la version du plan d'exploitation de 2021 a été consulté. La mesure sur le plan permet de déterminer que la bande de protection ne mesure pas 20 mètres en deux emplacements : au Sud du bassin d'extraction sur une distance d'environ 50 mètres (sur une zone différente de celle constatée en 2016) et au Nord du bassin d'extraction sur une distance d'environ 250 mètres.</p>
Observations : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il allait effectuer les travaux pour rétablir ces bandes de protection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Transmission des plans : Constat visite du 28/07/2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 11
Thème(s) : Situation administrative, Plans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établira un plan d'exploitation de la carrière. [...] Ce plan sera mis à jour une fois par an. Un exemplaire sera adressé à l'inspecteur des installations classées.
Constats : Constat du 28/07/2016 : Le plan d'exploitation de la carrière est mis à jour chaque année. Mais un exemplaire n'est pas transmis à l'inspection. Le plan mis à jour en 2015 a été remis le jour de l'inspection et celui de 2016 est en cours de finalisation. L'exploitation devra dorénavant adresser tous les ans à l'inspection des installations classées le plan d'exploitation de la carrière. Le plan d'exploitation de 2016 sera transmis dès qu'il sera finalisé. Constat du 06/09/2022 : Le plan de l'année 2016 avait été transmis sous format papier par courrier du 18 octobre 2016. Préalablement à l'inspection et sur demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis les plans au format numérique pour les années 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021.
Observations : L'exploitant doit transmettre dès son établissement la mise à jour annuelle du plan d'exploitation de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Propreté de l'établissement : Constat visite du 28/07/2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>L'établissement sera tenu dans un état de propreté satisfaisant. En particulier, les installations, les engins et les voies de circulation feront l'objet d'entretiens fréquents pour éviter l'accumulation de produits sur les structures et les envols de poussières</p>
Constats : Constat du 28/07/2016 : Le jour de l'inspection, il a été constaté que lors du passage de la chargeuse sur la piste de circulation, celle-ci provoquait d'importantes émissions de poussières dans l'environnement. <p>L'exploitant devra maintenir la piste de circulation humide en période sèche.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant devra s'assurer, au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation, que la bande de protection de 20 mètres soit respectée sur tout le pourtour du plan d'eau d'extraction.</p> <p>Constat du 06/09/2022 : Lors de l'inspection et par un temps relativement humide, il n'a pas été constaté d'envol de poussières. L'exploitant précise que les poussières sont principalement émises lors des phases de roulage de la chargeuse. La piste d'accès pour le chargement des camions est revêtue par un enrobé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Etiquetage des produits : Constat visite du 28/07/2016

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Etiquette
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>
Constats : Constat du 28/07/2016 : Les fûts et bidons d'huile et de graisse présents dans le local ne possédaient pas d'étiquetage : l'identification du produit et le symbole de danger étaient absents. <p>L'exploitant devra apposer sur tous les récipients du local une étiquette mise à jour qui mentionne l'identification du produit, sa composition chimique, les pictogrammes de danger et les mentions d'avertissement et de danger, conformément au règlement CLP.</p> <p>Réponse exploitant : Courrier du 15/09/2016 : « Ces bidons ont été clairement identifiés avec les étiquettes ci-jointes. »</p> <p>Constat du 06/09/2022 : Lors de l'inspection, il a été constaté que les produits liquides stockés dans le local maintenance portaient en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôle des eaux pluviales : Constat visite du 28/07/2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les entretiens d'engins et les pleins seront réalisés sur une aire bétonnée étanche aux hydrocarbures. Les eaux seront collectées par une cuvette axiale reliée par une canalisation étanche à un séparateur à hydrocarbures. L'efficacité de ce dispositif devra permettre d'obtenir des rejets présentant une concentration en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l et en MEST inférieure à 35 mg/l.</p> <p>Constats : Constat du 28/07/2016 : Aucune mesure sur les effluents rejetés au milieu naturel n'est effectuée en sortie des deux séparateurs à hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant devra effectuer lors d'un épisode pluvieux une analyse de la concentration en hydrocarbures et en MEST des effluents rejetés, afin de vérifier l'efficacité des dispositifs de traitement.</p> <p>Réponse exploitant : Courrier du 15/09/2016 : « Une fois par an en période pluvieuse, un prélèvement sera effectué en sortie du séparateur hydrocarbure afin de vérifier la conformité des rejets dans l'environnement. »</p> <p>Constat du 06/09/2022 : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis les résultats des mesures annuelles effectuées au niveau des deux séparateurs à hydrocarbure (rotoluve et aire étanche) pour les années 2018 à 2022 sur les paramètres MES et Indice hydrocarbure. Les résultats ne font pas apparaître de dépassement des valeurs limites d'émission.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Nettoyage du séparateur : Constat visite du 28/07/2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le séparateur sera nettoyé aussi souvent que cela s'avérera nécessaire, et dans les cas au moins une fois par an.</p> <p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le nettoyage des séparateurs n'a pas été effectué depuis 2020. L'exploitant a présenté le dernier bordereau de suivi des déchets dangereux concernant cet intervention.</p> <p>Observations : L'exploitant indique que le sous traitant de SUEZ qui effectuait l'intervention a fermé définitivement ce qui a induit l'absence d'intervention. L'exploitant a indiqué avoir demandé une nouvelle intervention auprès de SUEZ.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Respect des niveaux de bruits et des émergences

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les niveaux limites admissibles de bruit, mesurés en limite de propriété et les émergences mesurées à une distance de 200 mètres de la limite du périmètre d'exploitation, ne doivent pas excéder du fait de l'installation les seuils fixés dans le tableau ci-dessous : [tableau]
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats de mesure de bruit dans l'environnement. Les mesures sont effectuées tous les ans depuis 2016 (sauf en 2018) à deux emplacements : "Le Grand Coiscault" et "La vigne". Les résultats pour les années 2016, 2017, 2019, 2020 et 2021 ne font pas apparaître de dépassement des valeurs limites de niveaux de bruits et d'émergence dans les zones à émergences réglementées. Cependant, l'exploitant n'était pas en mesure d'indiquer si la méthode utilisée pour réaliser les mesures de bruits étaient la méthode "d'expertise" ou la méthode de "contrôle". Dans ce dernier cas, une conclusion quant à la conformité des émissions sonores de l'établissement ne peut être tirée que si le résultat de la mesure diffère de la valeur limite considérée (émergence ou niveau admissible) de plus de 2 dB(A). Aussi, les mesures d'émergence réalisées en 2020 et 2021 à "La Vigne" ne permettent pas d'établir la conformité des émissions sonores de la carrière par rapport à la réglementation, pour ce point de mesure.
Observations : L'exploitant a indiqué que les contrôles étaient réalisés jusqu'en 2021 en interne et que, suite au départ de la personne les réalisant, les prochains contrôles seraient réalisés en externe par Technilab.
Il est attendu de la part de l'exploitant une confirmation de la méthode employée pour réaliser les mesures de bruit.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Suivi du niveau de la nappe phréatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 8.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le niveau de la nappe phréatique sera contrôlé semestriellement par le suivi du réseau des puits voisins existants situés dans les hameaux suivants : <ul style="list-style-type: none">- Le Grand Coiscault- La Vigne- La Barbedannière- Le Pas du Gué Toutes dispositions techniques ou financières pour réparer un éventuel préjudice consécutif aux travaux d'exploitation devront être prises par l'exploitant.
Constats : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a présenté le suivi des puits réalisés autour de la carrière. Aucune mesure n'a été effectuée en 2018, ainsi qu'aux premiers semestres 2019 et 2020.
Observations : L'exploitant indique que l'absence de mesure en 2020 correspond à la période de crise sanitaire. L'exploitant indique que les mesures ne sont plus effectuées sur le puits situé à "La Vigne" car celui-ci n'existe plus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Contrôle des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention et organisation des secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] [les extincteurs] porteront sur une étiquette fixée à l'appareil la date du contrôle qui doit avoir une périodicité au moins annuelle. Ils devront, en outre, être placés à des endroits visibles et facilement accessibles
Constats : Lors de l'inspection, il a été procédé par sondage au contrôle de deux extincteurs. Il a été constaté que ceux-ci portent une étiquette montrant que le dernier contrôle a été effectué par ISO GARD en mars 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.</p> <p>Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations : - fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ; - implantées sur une exploitation de carrière qui réalise une surveillance environnementale selon les prescriptions de l'article 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière.</p>
Constats : L'exploitant n'a pas mis en place de surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières émises par les installations relevant de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées (traitement des matériaux).
Observations : Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 sont applicables uniquement à l'installation de traitement des matériaux
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 4.2
Thème(s) : Autre, Insertion paysagère
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitation, la remise en état et le réaménagement s'effectueront d'une manière coordonnée, selon le phasage et les moyens prévus dans le dossier de demande d'autorisation modifié en 2009, en particulier : - en périphérie du site, des merlons d'une hauteur minimum de 2 m seront construits en utilisant les terres de découvertes et les stériles de décapage. Un écran d'arbres et d'arbustes d'essence existant dans le voisinage sera maintenu et complété sur la périphérie du périmètre autorisé de façon à masquer autant que possible la carrière et les installations, [...]</p> <p>Article 9 de l'arrêté préfectoral du 24/09/1997 : Le site sera entouré d'un ensemble de haies plantées d'essences traditionnelles.</p> <p>Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté qu'un merlon a été réalisé en périphérie du site.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté qu'aucun écran d'arbres et d'arbustes, d'essence existant dans le voisinage, n'a été mis en place en périphérie du site au Nord de la carrière.</p> <p>Observations : L'exploitant doit réaliser une haie en périphérie de la carrière aux emplacements qui ne sont pas amenés à être modifiés, dans les prochaines phases d'exploitation ou par la remise en état de la carrière, et où il n'y a actuellement aucune haie.</p> <p>La réalisation de haies situées dans la zone qui ferait l'objet d'une extraction dans le cadre du projet d'extension de la carrière, qui a fait l'objet d'une concertation, peut être suspendue le temps de l'instruction de la demande d'autorisation.</p> <p>Les plantations doivent être réalisées à des périodes favorables et avec des essences locales, adaptées à l'évolution des conditions climatiques.</p> <p>Afin de faciliter l'application de cette prescription, l'exploitant peut transmettre un plan à l'inspection des installations classées spécifiant les zones devant faire l'objet d'une plantation d'arbre ou arbuste.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site sera efficacement clôturé afin d'en interdire l'accès. Des pancartes indiquant le danger seront fixées sur cette clôture. [...]
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le site n'était pas entièrement clôturé, en particulier à deux emplacements : près des installations de traitement au Sud-Ouest et le long du bassin d'extraction à l'Est. Cependant, ce point n'a pas fait l'objet d'un constat visuel lors de la visite d'inspection.
Observations : Dans sa partie la plus à l'Est le bassin d'extraction comporte un front émergé d'une hauteur importante pouvant présenter des risques de chute. Le site présente également des risques de noyade et des risques liés à la présence des installations. L'exploitant doit effectuer la mise en place de cette clôture dans les plus brefs délais.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Production de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 4.2
Thème(s) : Situation administrative, Production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation, la remise en état et le réaménagement s'effectueront d'une manière coordonnée, selon le phasage et les moyens prévus dans le dossier de demande d'autorisation modifié en 2009, en particulier : [...] - la production annuelle sera limitée à 250 000 tonnes.
Constats : Préalablement à l'inspection, il a été examiné les données transmises par télédéclaration concernant les niveaux de productions pour les années 2019, 2020 et 2021. Les niveaux de production de la carrière (hors stérile) sont inférieurs à 250 000 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet